

N° AP 23/84

ARRETE

DELEGATION DE FONCTIONS ET DE SIGNATURE A MONSIEUR GILLES VINCENT 6EME VICE-PRESIDENT

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 5211-9,

VU l'article 6 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/076 du Conseil Métropolitain en date du 4 mai 2023 portant composition du Bureau Métropolitain,

VU la délibération n° 23/05/077 du Conseil Métropolitain en date du 4 mai 2023 portant élection de Monsieur Gilles VINCENT en tant que 6^{ème} Vice-Président,

A R R E T E

ARTICLE 1

Délégation de fonctions est donnée à Monsieur Gilles VINCENT, Vice-Président, pour assurer, en liaison avec l'administration métropolitaine, la préparation et le suivi des dossiers relevant des matières suivantes :

- Protection de l'environnement ;
- Développement durable ;
- Transition écologique et énergétique.

ARTICLE 2

Dans le cadre de sa délégation de fonctions, Monsieur Gilles VINCENT est habilité à signer toute correspondance portant information ou notification de décisions adoptées par les instances métropolitaines dans les matières déléguées.

ARTICLE 3

Délégation de signature est en outre donnée à Monsieur Gilles VINCENT pour les actes suivants portant sur l'exercice du droit de préemption urbain sur le territoire de la ville de Saint-Mandrier-sur-Mer :

- Les décisions portant renonciation à l'exercice du droit de préemption urbain,
- Les demandes de pièces complémentaires pour instruire les déclarations d'intention d'aliéner,
- Les réponses aux recours gracieux suite aux demandes de pièces complémentaires,
- Les demandes de visite de biens,
- Les demandes d'estimation aux services des domaines.

ARTICLE 4

En application de l'article 6 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, lorsque l'élu délégataire de fonctions et de signature estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informe le Président par écrit, en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Un arrêté du Président détermine en conséquence les questions pour lesquelles l'élu intéressé doit s'abstenir d'exercer ses compétences.

ARTICLE 5

Le Président de La Métropole et Madame le Directeur Général des Services sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Président : - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet Acte.
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :

Fait à Toulon, le

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE



